

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 08 – du 22 février au 29 février 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JERUSALEM, LE CAIRE, TEHRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : JORDANIE – UN ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE PRÉCAIRE MAIS ENCORE SOUS CONTRÔLE

La Jordanie connaît de nombreuses fragilités structurelles. Le pays est enclavé, souffre d'un fort stress hydrique et dispose de peu de ressources (à part du phosphate et de la potasse). La population, à deux tiers d'origine palestinienne, connaît un chômage élevé (22%), notamment chez les jeunes (49%) et les femmes (32%). Près d'un Jordanien sur quatre vivait sous le seuil de pauvreté en 2021 (24%). L'économie jordanienne est faiblement diversifiée et largement tournée vers les services (68 % du PIB sur 2009-2019), suivis par l'industrie (25 % du PIB) et les industries extractives et minières (2 % du PIB). L'agriculture (5% du PIB) reste mineure comparée à la moyenne dans l'ensemble de la région Moyen Orient et Afrique du Nord (15% du PIB).

LE CHIFFRE À RETENIR
10%
**PART DU BUDGET JORDANNIEN
FINANÇÉE PAR L'AIDE
AMÉRICAINNE**

Les conséquences du conflit au Proche-Orient sur l'économie jordanienne restent pour le moment limitées. Le tourisme est l'un des secteurs les plus impactés, avec une baisse du taux d'occupation des hôtels (-75 %) et une baisse des recettes de -8,8% en novembre et -3,4% en décembre (en g.a.). La perturbation des flux logistiques en Mer Rouge renchérit le coût du fret et a provoqué la suspension des exportations de phosphate et potasse vers l'Asie. Une des réponses du gouvernement face à ces incertitudes logistiques a été d'interdire les exportations de produits alimentaires de première nécessité à l'approche du Ramadan.

La plupart des indicateurs macroéconomiques et budgétaires restent bien orientés. Le PIB enregistre une croissance de +2,6% en 2023 (contre 2,7% sur les trois premiers trimestres). Pour 2024, le FMI a abaissé sa prévision de croissance de 2,7% à 2,6% pour tenir compte de l'impact du conflit. Par ailleurs, l'inflation a été contenue à 2,1% fin 2023 et le déficit courant s'est réduit à -7% en 2023 (contre -7,9% en 2022). Les revenus issus du tourisme ont atteint 7,4 Mds USD en 2023, soit une hausse de +27,4% par rapport à 2022, malgré l'impact négatif du conflit à Gaza. Ces bons résultats ont été entérinés au travers du nouvel accord signé avec le FMI en janvier (1,2 Md USD sur 4 ans). Celui-ci vise à : (i) poursuivre la consolidation budgétaire pour atteindre un surplus primaire et ramener la dette publique sous les 80% du PIB ; (ii) redresser la situation financière des opérateurs étatiques (eau et électricité) ; (iii) réduire le chômage via des réformes du marché du travail.

Toutefois, cet équilibre précaire est fondé sur une « rente géopolitique » et une aide extérieure massive. Le pays est dépendant de plusieurs flux extérieurs, notamment du secteur touristique qui représente 15% du PIB. Les envois de fonds des travailleurs expatriés jordaniens ont augmenté en 2023 (+1,4 % en g.a., pour atteindre 3,5 Mds USD). Enfin, l'aide internationale est élevée (4,4 Mds USD en 2022 dont 1,6 Md USD de dons), en particulier l'aide américaine qui représente environ 10 % du budget de la Jordanie.

La Jordanie doit s'atteler à corriger les fragilités profondes de son modèle de croissance. La question sociale est primordiale compte tenu du taux élevé du chômage des jeunes et du sous-emploi des femmes. Les politiques de subvention auraient coûté près de 1 Md USD en 2023, soit 30% du déficit. Le déficit budgétaire hors dons reste important (-7,4% du PIB attendu en 2024) et la dette publique atteint 111,5% du PIB. Les autorités sont ainsi confrontées à la nécessité de trouver le bon équilibre entre soutien à la croissance et maîtrise de l'endettement.

**Service Économique d'Amman
Service Économique Régional de Beyrouth**

ÉGYPTE

1. SIGNATURE D'UN ACCORD HISTORIQUE D'INVESTISSEMENT DIRECT AVEC LE FONDS EMIRATI ADQ.

Le Premier ministre Madbouly a assisté le 23 février 2024 à la signature d'un accord de 35 Mds USD avec le Fonds souverain émirati d'Abu Dhabi (ADQ). [L'accord d'investissement](#), qui concerne l'aménagement de la zone Ras El-Hikma sur la côte méditerranéenne, prévoit une finalisation de la transaction d'ici deux mois. Le Président al-Sissi a toutefois déclaré qu'une partie de ces fonds avait été reçue à la Banque centrale dès le 28 février. Cet accord historique dont 24 Mds USD proviendraient de capitaux entrants (et 11 Mds USD de dépôts des EAU à la BCE réduisant ainsi la dette extérieure) a engendré un impact direct sur les marchés, immédiatement traduit par une appréciation de la livre sur le marché parallèle (à 50 EGP/USD), et une baisse de 5 % de l'indice de référence de la Bourse égyptienne EGX30 face à la perspective de mouvement du taux de change officiel. S'il se matérialise, conjugué à l'augmentation attendue du montant du programme FMI, ce financement devrait permettre à l'Égypte de disposer de suffisamment de liquidités pour couvrir son besoin de financement résiduel au cours des quatre prochaines années, d'après une étude de Goldman Sachs. Selon le ministère des finances, les autorités égyptiennes recevront également 35 % des profits générés.

2. AUGMENTATION REMARQUABLE DU TAUX D'INCLUSION FINANCIERE A 70,7%.

Le nombre de citoyens égyptiens de plus de 16 ans détenant des comptes courants (comptes bancaires, portefeuilles mobiles ou cartes prépayées) est passé de 64,8 % fin 2022 à 70,7 % en 2023 selon les données de la [Banque centrale d'Égypte](#) publiées le 22 février 2024. Ainsi, en décembre 2023, près de 50 millions d'adultes (sur un total de 66,4 M) étaient bancarisés en Égypte, dont 43 % de femmes, soit une augmentation de 174 % depuis 2016.

3. EXTENSION DES ACTIVITES D'ADNOC DISTRIBUTION.

Adnoc Distribution, le plus grand détaillant de carburants des Émirats arabes unis, a annoncé dans un [communiqué](#) publié le 26 février 2024 vouloir renforcer ses activités en Égypte et en Arabie saoudite. Sur le territoire égyptien, la société prévoit d'investir dans l'exploitation de ses 240 stations-service et d'ouvrir une nouvelle succursale sur la côte nord. Pour mémoire, Adnoc a fait son entrée sur le marché égyptien en février 2023 par l'acquisition de

50 % de TotalEnergies Marketing Égypte, filiale chargée de la distribution de produits pétroliers et de ses dérivés. Dans ce même communiqué, la société émirienne annonce également étoffer son portefeuille de solutions énergétiques bas carbone. Misant sur les technologies de capture de carbone, l'entreprise avait investi 15 Mds USD en 2023 dans ces solutions, avec pour objectif de capturer 10 M de tonnes de CO2 par an d'ici 2030.

IRAK

1. REDUCTION DES DROITS DE DOUANES SUR LE BETAIL.

Le Conseil ministériel pour l'économie, présidé par le ministre des affaires étrangères Fouad Hussein, a approuvé une demande du ministère de l'agriculture visant à réduire les droits de douane sur le bétail vivant importé à des fins d'abattage et de reproduction. Les droits de douane sur ces animaux vivants - vaches et moutons - seront réduits de 50 % pendant un an. Selon l'agence de presse irakienne, cette décision a été prise afin de modérer le prix de la viande rouge sur le marché local.

2. REOUVERTURE DE LA PARTIE NORD DE LA RAFFINERIE DE BAIJI.

Le Premier ministre Al-Soudani a présidé la cérémonie de réouverture de la partie nord de la raffinerie de Baiji, le plus important complexe de raffinage pays. L'usine a été réhabilitée par la Northern Refineries Company (NRC), après avoir été inactive pendant plus de dix ans. Pour mémoire, Mohammed Chia al-Soudani souhaite assurer l'autosuffisance du pays en matière de produits pétroliers raffinés et s'est fixé mi-2025 pour que l'Irak couvre ses besoins en la matière. En 2022, les importations de produits raffinés se sont élevées à 8,8 Mds USD, soit 12% des importations du pays.

3. POINT SUR LE BUDGET.

Le Parlement avait adopté en juin 2023 le budget le plus important de l'histoire du pays, lequel couvrirait les années fiscales 2023, 2024 et 2025. Le caractère triennal du budget irakien permet d'assurer une certaine continuité de la dépense publique dans un pays habitué aux retards budgétaires (absence de loi de finances en 2022 et 2020). Si cette spécificité permet l'économie d'un vote du budget par le Parlement pour 2024 et 2025, il incombe encore à ce dernier d'approuver le calendrier des décaissements, réajusté chaque année car tributaire des variations du prix du baril. Au mois de décembre 2023, l'Irak avait exécuté 71% de son budget pour 2023 – proportion honorable compte tenu de son

adoption au mois de juillet, mais majoritairement tirée par l'exécution du budget de fonctionnement (79%), qui contraste avec celle du budget d'investissement (49%). Pour 2024, la Commission parlementaire des Finances a annoncé que le ministère des Finances venait d'achever la préparation du calendrier de décaissement qui sera soumis à l'approbation du Cabinet du Premier ministre en mars avant d'être présenté au Parlement.

4. PAIEMENTS NUMERIQUES.

Le Premier ministre Al-Soudani a reçu M. Andrew Torre, président régional de VISA pour l'Europe centrale et orientale, le Moyen-Orient et l'Afrique. M. Torre a confirmé le soutien de VISA aux réformes du gouvernement en matière bancaire, et plus particulièrement de développement des paiements électroniques en proposant ses technologies avancées au marché irakien. Pour mémoire, les autorités irakiennes ont depuis 2023 pris diverses mesures afin de développer les paiements électroniques – encore aujourd'hui embryonnaires – comme l'obligation de la mise à disposition de terminaux de paiement dans les grands commerces (janvier 2023) ou la création par la Banque centrale irakienne de la National Company for Electronic Payment (décembre 2023). A noter que M. Andrew Torre a mentionné l'objectif d'atteindre 500 000 terminaux de paiement en Irak. Pour mémoire, fin 2022, le pays n'en comptait que 10 700.

IRAN

1. SIGNATURE DE 19 MOUS AVEC LA RUSSIE.

Selon la presse locale, l'Iran et la Russie auraient signé un total de 19 MoUs de coopération, à l'issue de la réunion de la 17ème réunion de la commission économique conjointe entre les deux pays, coprésidée par le ministre iranien du pétrole et le vice-premier ministre russe. Le ministre iranien aurait déclaré à cette occasion que ces accords visent à promouvoir la coopération politique, technologique et économique entre les deux pays. Il aurait ajouté que les domaines couverts incluent l'espace et les programmes pacifiques d'énergie nucléaire, l'agriculture, les transports, les générateurs électriques, les wagons ferroviaires, la construction de la ligne ferroviaire Rasht-Astara, les turbines et des projets pétroliers et gaziers. Enfin, les deux parties auraient discuté des moyens pour lever les obstacles aux secteurs bancaire et monétaire et s'accorder sur la mise en œuvre des précédents MoUs bilatéraux.

2. RECORD DE CONSOMMATION DOMESTIQUE JOURNALIERE DE GAZ.

La National Iranian Gas Company (NIGC) a annoncé que le record de consommation domestique journalière de gaz avait été franchi, à 670 Mm³, conséquence – selon l'entreprise publique – de la vague de froid qui a touché le pays ces derniers jours. Diverses autorités, locales et nationales, ont ainsi appelé les entreprises et les particuliers à restreindre leur consommation, faute de quoi des coupures seraient mises en œuvre. Pour mémoire, les coupures de gaz en hiver sont devenues fréquentes – dans un contexte de déficit énergétique structurel, de 12 GW en 2023 – la production ne permettant plus de suivre la hausse de la consommation domestique, alors que le gaz représente plus de 70% de l'énergie primaire consommée dans le pays. Le total des coupures hivernales de gaz se serait élevé l'an passé à 250 Mm³, contre 350 Mm³ attendu pour l'année en cours.

3. LE MINISTERE DE L'INDUSTRIE AUTORISE L'IMPORTATION DE LA RENAULT KOLEOS.

Le ministère de l'Industrie a autorisé – en vertu de l'article 7 de l'alinéa V de la loi de finances 2023/2024 – l'importation d'automobiles d'une valeur comprise entre 25 000 et 35 000 €. Les marques concernées par la mesure sont BMW, TOYOTA, NISSAN, FIAT, MINI et RENAULT. C'est la première, fois depuis le retrait des Etats-Unis du JCPOA, que le ministère de l'Industrie autorise l'importation de véhicules Renault (le Renault Koleos 2024, en l'espèce). L'importateur autorisé pour le fabricant français est son partenaire iranien, MAMUT KHODRO. Cette autorisation intervient un an après l'annonce par les autorités locales de l'interdiction d'importer des automobiles françaises, et six mois après que l'Institute of Standards and Industrial Research d'Iran ait rendu son feu vert au plan technique pour ouvrir cette ligne d'importation.

4. LE CENTRE DE RECHERCHE DU PARLEMENT ESTIME QUE LA SECURITE DES INVESTISSEMENTS A PROGRESSE.

La dernière publication de l'étude périodique réalisée par le Centre de recherche du Parlement sur l'évaluation de la sécurité des investissements en Iran montre que l'indice afférent (lecture : 0 = très favorable ; 10 = très défavorable) a atteint l'été dernier son meilleur niveau en six ans, à 5,66/10 après avoir atteint son plus bas niveau à l'automne 2022 – à 6,82/10. Le pic négatif de cette dernière période est expliqué par le Centre comme résultant (i) de la suppression du taux préférentiel de la Banque centrale (1\$ = 42 000 IRR) pour l'importation de

produits de première nécessité ; (ii) de la dégradation de la valeur du rial sur le marché des changes sur cette période ; (iii) des mouvements sociaux consécutifs à la mort de Mahsa Amini. A contrario, le Centre attribue principalement les performances record de l'été 2023 à la stabilité du rial sur la période. L'ensemble des sept sous-indices composant l'indice principal de l'été 2023 se seraient améliorés en glissement annuel. Au niveau des provinces, Kohgiluyeh Boyer-Ahmad, Chaharmahal Bakhtiari et Téhéran se voient attribuer les notes les plus défavorables, phénomène déjà constaté dans les précédentes publications de l'indice. Enfin, l'indice montre une faible variabilité entre les secteurs d'activité, l'écart entre le meilleur score (6,09) et le moins bon (6,13) n'étant que de 0,04 points.



ISRAËL

1. LE CHAMP GAZIER TAMAR PREVOIT UNE HAUSSE DE SA CAPACITE DE PRODUCTION.

Chevron et ses partenaires du champ gazier de Tamar ont annoncé un accord final d'investissement pour l'extension de sa capacité de production de 368 M à 453 M m³ / jour à partir de fin 2025. Cette annonce a lieu deux jours après que les partenaires dans Tamar (Chevron 25 %, Isramco 28,75 %, Tamar Petroleum 16,75 %, la société publique des Émirats arabes unis Mubadala Energy 11 %, Aaron Frenkl 11 %, Dor Gas 4% et Everest 3,5%) ont fait part d'un accord de vente crucial à l'Égypte. Cela permettra la livraison de 43 Md m³ à la société Blue Ocean Energy qui bénéficie du soutien de l'Etat égyptien. Elle sera effective durant une période s'étendant entre le 1er juillet 2025 au 31 décembre 2034.

2. FORTE BAISSSE DU PIB AU QUATRIEME TRIMESTRE 2023.

Selon le Bureau des Statistiques, l'économie d'Israël a connu une croissance de 2 % en 2023. Il s'agit donc d'une croissance négative du PIB par habitant équivalent à 0,1 %, en raison de la croissance démographique. L'économie a été principalement touchée au cours de l'année écoulée par le niveau

d'investissement, qui a chuté de 2 %, et la consommation des ménages qui a chuté de 2,8 % en 2023. Cette situation a été en partie compensée par des dépenses publiques élevées (+8,3 %) causées par la guerre. La contraction de l'économie au quatrième trimestre de 2023 est directement imputable au déclenchement du conflit armé en octobre. Elle résulte de la mobilisation massive des réservistes, de l'évacuation des réfugiés et de l'absence de la main-d'œuvre palestinienne.

3. ELBIT SYSTEMS REMPORTE UN CONTRAT MILITAIRE EN AUSTRALIE.

La société Elbit Systems Ltd a annoncé qu'elle avait remporté un contrat d'une valeur d'environ 600 M USD pour la fourniture de systèmes à Hanwha Defense Australia dans le cadre de la phase 3 du projet Australian Land 400. Ce projet vise à fournir sur une période de 5 ans une protection avancée à des véhicules de combat d'infanterie de type Redback pour l'armée australienne.

4. NOUVELLE LOI SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL.

La Knesset a voté en faveur de la promulgation de la loi sur l'arbitrage commercial international tel que l'ont établi les Nations Unis. Israël s'aligne ainsi sur plus de 80 pays à travers le monde en ce qui concerne le mécanisme de règlement des différends commerciaux internationaux.

JORDANIE

1. LE DEFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE SE RESORBE.

Selon le Département des Statistiques (DoS), en 2023, la Jordanie a enregistré un déficit commercial de 9,3 Mds JOD (13,1 Mds USD), contre 10,4 Mds JOD (14,7 Mds USD) en 2022, soit une baisse de -10 % en glissement annuel (g.a.). Les exportations totales ont diminué de -1,5 % en g.a pour atteindre 8,9 Mds JOD (12,6 Mds USD), dont 8,3 Mds JOD (11,7 Mds USD) d'exportations nationales, en baisse de -1,1 % en g.a., et 667 M JOD (940,8 M USD) de réexportations, en baisse de -5,8 % en g.a. Les importations ont quant à elles diminué de -6 % en g.a. pour atteindre 18,3 Mds JOD (25,8 Mds USD).

2. LEGERE CROISSANCE DE LA POPULATION EN 2023.

Selon le Département des Statistiques (DoS), la population jordanienne a atteint 11,5 M d'habitants à la fin de l'année 2023, contre 11,3 M fin 2022, ce qui représente une augmentation de +1,9 % g.a. La population totale est composée à 52,9 % d'hommes et à 47,1 % de femmes. Les villes d'Amman, Irbid et Zarqa regroupent à elles trois 74,8 % de la population jordanienne, avec respectivement 42 %, 42 %, et 42 %.

18,5 % et 14,3 % de la population. Seuls 9,7 % des jordaniens vivent en milieu rural, contre 90,3 % en zone urbaine.

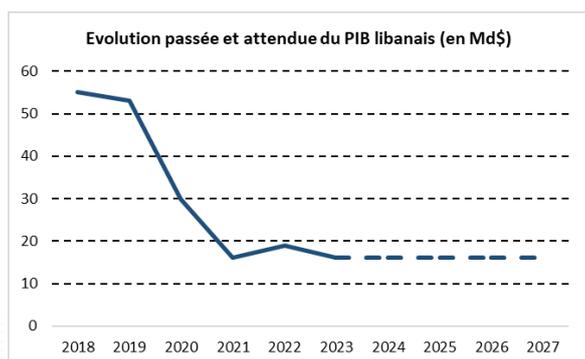
3. PROGRES RELATIF A L'INDICE DE MATURITE DES SERVICES PUBLICS NUMERIQUES DE LA CESAQ.

Selon la Commission Economique et Sociale des Nations-Unies pour l'Asie Occidentale (CESAO), le score jordanien associé à l'indice de maturité des services publics numériques (indice GEMS) a atteint 64 % en 2023, contre 59 % en 2022, ce qui représente une augmentation de +8,5 %. Le royaume a progressé dans les trois piliers de l'indice : disponibilité et sophistication des services (80,02%, soit +12 %), utilisation des services et satisfaction des utilisateurs (57,36 %, soit +2,3 %) et information et assistance (66,09 %, soit +10,5 %). La Jordanie se classe cinquième parmi les pays arabes, derrière l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, le Qatar et Oman.

LIBAN

1. S&P ESTIME LE PIB A 16 Md\$ EN 2023.

L'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a maintenu le 16 février la note de la dette souveraine en devise (SD/SD, défaut sélectif) ainsi que la note de la dette souveraine en monnaie locale (CC/C, très vulnérable), qui est assortie d'une perspective négative. Dans un contexte de très faible avancement des réformes, le risque d'un défaut de paiement sur la dette libellée en monnaie locale reste en effet élevé. S&P a par ailleurs mis à jour ses estimations et projections macroéconomiques, en intégrant le risque élevé de retombées économiques fortes liées au conflit au Proche-Orient. Le PIB libanais est estimé à 16 Mds USD en 2023, contre 53 Mds USD en 2017. La croissance réelle serait légèrement négative en 2024 (-0,2%), comme en 2023 (-0,2%) et en 2022 (-0,6%). Le PIB par habitant est estimé à 3 000 USD en 2024, soit seulement 38% du niveau de 2017 (7 800 USD).



2. REPRISE DE 2 LICENCES SOLAIRES PAR CMA-CGM.

La holding Merit, actionnaire de CMA-CGM, a acquis deux licences de production d'énergie solaire (15 MW chacune) destinée au réseau électrique libanais et comprenant un contrat de vente à Electricité du Liban. L'acquisition de ces licences devrait permettre de développer deux parcs solaires, dans les régions du Mont-Liban et du Nord-Liban. En mai 2023, le ministère de l'Energie avait délivré 11 licences de production d'énergie solaire à différents consortiums afin d'atteindre une production d'énergie solaire cumulée totale de 165 MW.

PALESTINE

1. LE MINISTERE DE FINANCES ENVISAGE DE VERSER UN SALAIRE COMPLET AUX EMPLOYES PUBLICS AVANT LE RAMADAN.

Selon plusieurs sources, le gouvernement règlera les salaires des fonctionnaires pour le mois de janvier, avant le jeudi 7 mars, en notant que le ministère des Finances envisage la possibilité de verser aux employés un salaire complet. Si cela se concrétisait, il s'agirait du deuxième salaire complet touché par les employés publics depuis novembre 2021. L'Autorité palestinienne souffre d'une crise financière sans précédent, en raison notamment de la confiscation par le gouvernement israélien des recettes douanières (« clearance revenues ») et la baisse de l'aide internationale. Le 27 février, la secrétaire d'Etat au Trésor américain, Janet Yellen, a déclaré qu'Israël avait accepté de reprendre le transfert des recettes douanières à l'Autorité palestinienne pour financer les services essentiels et soutenir l'économie de la Cisjordanie. Les sommes destinées à Gaza iront sur un compte-séquestre en Norvège, conformément au mécanisme agréé pour sortir de la crise. Une somme de 224,5 M USD (800 M NIS) aurait d'ores et déjà été débloquée. En outre, la Banque mondiale a annoncé un don de 30 M USD (108 M NIS) qui servira à régler les salaires des enseignants des écoles publiques en Cisjordanie. Les bénéficiaires du secteur public palestinien (employés, retraités, allocations sociales) s'élèvent à environ 243 000 personnes, selon les données du ministère des Finances et la masse salariale mensuelle est d'environ 267 M USD (950 M NIS).

2. DEMISSION DU GOUVERNEMENT.

Le 26 février, le Premier ministre, Mohammed Ishtayyeh, a présenté sa démission ainsi que celle de son gouvernement au président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas. Le Président Abbas a accepté la démission du gouvernement en lui

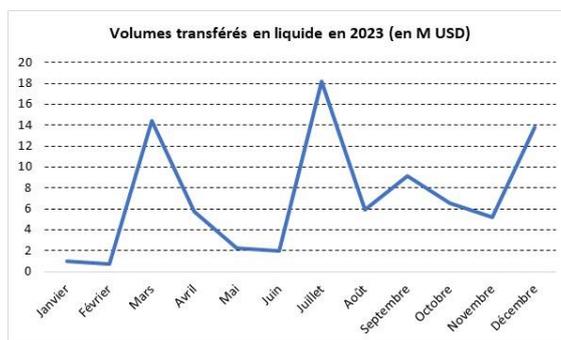
demandant de continuer à gérer les affaires courantes, dans l'attente du nouveau gouvernement. La décision peut être interprétée comme un premier pas vers une « Autorité palestinienne revitalisée », voulue notamment par l'administration américaine dans la perspective de l'après-guerre. Les dirigeants des principaux groupes palestiniens sont réunis à Moscou cette semaine dans le cadre des réunions inter-palestiniennes afin de parvenir à un accord sur la formation d'un nouveau gouvernement, qui devrait être technocratique dans un premier temps.

SYRIE

1. BILAN DE L'ASSISTANCE FINANCIERE EN LIQUIDE EN 2023.

Selon les données du Bureau de l'ONU de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), l'assistance financière en cash (Multi-Purpose Cash Assistance) a atteint 85 M USD en 2023 en Syrie. Les financements proviennent d'agences onusiennes et d'ONG nationales et internationales et sont transférés aux bénéficiaires par le biais de prestataires de services financiers locaux (dont Bank

Bemo Saudi Fransi). L'UNRWA, la Croix rouge syrienne, l'Unicef et le HCR sont à l'origine de 85% des transferts. Ces aides sont destinées aux foyers syriens et aux réfugiés installés en Syrie, notamment les réfugiés palestiniens qui ont perçu 43% de ces fonds en 2023. L'assistance financière en liquide a connu un pic de déboursement en mars 2023, suite au séisme de février. La majorité des 1,4 M bénéficiaires se situaient dans les gouvernorats de Damas et d'Alep.



PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	398	255	366	522	50	18 *	18	8,2 *
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365 *	3531	353
CROISSANCE PIB REEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6	-5,5 *
SOLDE BUDGETAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-4,62	-7,67	-5,45	-4,2	-5,3	-1,3 *	-1,3	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	93	49	31	62	112	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A2	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	29,8	4	38,5	3	2	192,3	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	48,1	n/a	50,8	47,4	n/a	48,4	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1761	336	282	1870	348	370	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1098	1629	41	1467	47	98	4	5

* = DONNEES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CREDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRES FAIBLE / **A2** PEU ELEVE / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ELEVE / **C** ÉLEVE / **D** TRES ELEVE / **E** EXTREME

LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR EST PRESENTE DANS PLUS DE 100 PAYS A TRAVERS SES SERVICES ECONOMIQUES.
 POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH
 REDACTION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH
 POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr